

BUNDESPERZEPTIONEN DE GAULLES

Reiner Marcowitz: Option für Paris? Unionsparteien, SPD und Charles de Gaulle, 1958 bis 1969. 316 S., Oldenbourg Verlag, München 1996.

Reiner Marcowitz versteht seine Untersuchung als einen "Beitrag zur Geschichte der deutsch-französischen Beziehungen der Jahre 1958 bis 1969" (S. 3). Tatsächlich kann dies jedoch nur sehr indirekt gelten. Schließlich bleibt die französische Außenpolitik der Zeit "weitgehend ausgeklammert", wie der Autor einleitend selbst relativiert. Ebenso wenig geht es um bundesdeutsche Außenpolitik im engeren Sinne. Das Erkenntnisinteresse gilt vielmehr den Vorstellungen, die sich "einige wenige herausragende Funktionsträger" in CDU, CSU und SPD vom französischen Staatspräsidenten, seinen politischen Grundhaltungen und Initiativen machten. Ziel ist das möglichst umfassende Nachzeichnen der Wahrnehmungen als solche und der Versuch, deren Ursachen zu ergründen.

Konsequent stützt Marcowitz seine Ausführungen primär auf die Parteiarchive in Sankt Augustin und Bonn sowie die Nachlässe Blankenhorn, Brentano und Guttenberg im Bundesarchiv Koblenz. Diplomatische Akten aus dem Auswärtigen Amt bzw. dem Quai d'Orsay fanden keine Berücksichtigung. Auch zugängliche Parallelbestände französischer Schwesterparteien, die der Volksrepublikaner in den Pariser Archives Nationales, bzw. die

der Sozialisten im Office Universitaire des Recherches Socialistes, blieben außen vor. Sie hätten – beispielsweise für die de Gaullesche Europapolitik – ähnliche Skepsis bis Ablehnung jenseits des Rheins zutage gefördert.

In drei chronologisch angeordneten Kapiteln beschreibt der Autor die de Gaulle-Perzeptionen in Unionsparteien und SPD. Zunächst werden die Reaktionen auf seinen Regierungsantritt 1958 sowie auf seine Europa-, Verteidigungs- und Ostpolitik 1959-1963 beleuchtet. Danach verengt sich die Perspektive: während Erhards Kanzlerschaft 1963-1966 auf Europafragen, während der Großen Koalition 1966-1969 auf die Ostpolitik. Die Ansichten christ- und sozialdemokratischer Partei-Eliten über de Gaulle seien – so die These – nicht allein auf dessen Verlautbarungen und Aktivitäten zurückgegangen, sondern zugleich durch vielerlei andere – und im Laufe der 60er Jahre veränderliche – Momente bestimmt gewesen: z.B. das außenpolitische Selbstverständnis der Bundesrepublik, die innenpolitischen bzw. innerparteilichen Kräfteverhältnisse, das internationale Umfeld und die amerikanische Handhabung des Ost-West-Konflikts.

Aussagekräftig ist das Buch tatsächlich dort, wo de Gaullesche Impulse die Partei-Protagonisten veranlassen, das Bonner außen- und europapolitische Selbstverständnis zu diskutieren (z.B. S. 183), wo modifizierte Positionen der Vereinigten Staaten die vermeintlichen, aber verinnerlichten Dilemmata zwischen überragendem transatlantischem Sicherheitsinteresse und der Chance noch engerer bilateraler Bande mit Paris offenbaren (S.71 ff., 158, 220 ff.).

Zudem wird deutlich, wie klischeehaft die Bilder westdeutscher Partei- und Regierungsspitzen vom Nachbarland und seinen Repräsentanten doch blieben, wie offenkundig stereotype, über berufliche oder politische Sozialisation vermittelte Wahrnehmungsmuster zu Analogiedenken verleiteten (S. 37 ff.) und zu Selbstläufern wurden (S. 190), wie stark sie Reaktionen relativ unabhängig von den realen Gegebenheiten steuern konnten. Solche Aspekte finden sich allerdings nur angedeutet, nicht wirklich als Strukturfaktoren der Studie herausgearbeitet.

Auch die strikte Trennung zwischen Politik und Perzeption gelingt nicht durchgängig. So sollen die ausgewerteten Nachlässe nicht zuletzt "wertvolle Erkenntnisse über die französische Innen- und Außenpolitik" (S. 6) bergen.

Faktisch erlauben sie nur Einsichten in deren Wahrnehmung durch die Akteure in Bonn. Weiter färbt die Zeitzeugen-Diktion auf die Analyse ab. Daß zitierte Funktionsträger die V. Republik als "autoritäres Regime" bezeichnen, sei ihnen unbenommen, daß der Autor dies übernimmt (S. 48), erscheint dagegen wenig angemessen.

Konzeptionell wie methodisch sind dem Erklärungswert der vorliegenden Untersuchung Grenzen gesetzt. Was sie freilich bietet, sind interessante Einblicke in die (außen-)politischen Vorstellungswelten damaliger und späterer Entscheidungsträger aus CDU, CSU und SPD. Damit leistet sie einen Beitrag, der es erlaubt, die Hintergründe bundesdeutscher Außenpolitik der 60er Jahre besser zu verstehen.

Saarbrücken

Dietmar Hüser

Livres

Reiner Marcowitz :

Option für Paris ? Unionsparteien, SPD und Charles de Gaulle, 1958 bis 1969

Oldenbourg, Munich, 1996, 316 p.

La thèse de doctorat de Reiner Marcowitz, soutenue en 1992 à l'université de Cologne et présentée ici en version abrégée, constitue, aux dires de son auteur, « une contribution à l'histoire des relations franco-allemandes entre 1958 et 1969 » (p. 3). Or, ceci ne vaut que de manière indirecte car, en somme, la politique extérieure française de cette époque est « laissée de côté » dans une large mesure, comme le signale l'auteur en introduction, relativisant ainsi lui-même son propos. Il ne s'agit pas davantage de traiter *stricto sensu* de la politique extérieure de la République fédérale d'Allemagne. L'intérêt de cette thèse réside plutôt dans le fait qu'elle nous livre la perception de Charles de Gaulle par quelques-uns des principaux dirigeants des partis politiques allemands (CDU, CSU et SPD), ainsi que les opinions de ces personnalités concernant les positions fondamentales et initiatives politiques du président français. Le but est de rendre compte de ces perceptions en tant que telles et d'en rechercher les causes.

Pour le développement de ses thèses, R. Marcowitz s'appuie en premier lieu sur les archives des partis consultées à Sankt-Augustin et à Bonn, ainsi que sur les legs de Blankenhorn, Brentano et Guttenberg, dirigeants politiques allemands éminents des années 50 et 60, aux archives fédérales de Coblenz. Les dossiers diplomatiques du ministère fédéral des Affaires étrangères et ceux du Quai d'Orsay n'ont pas été pris en compte. De même, d'autres sources disponibles, qui existent parallèlement à celles citées précédemment et émanent de partis-frères français, comme celles du MRP aux Archives Nationales à Paris, ou celles du parti socialiste à l'Office universitaire des recherches socialistes, n'ont pas été consultées. Ces sources, pour ce qui est de la politique européenne de De Gaulle, par exemple, auraient mis en évidence, côté français, l'existence d'attitudes semblables allant du scepticisme au rejet.

Sur trois chapitres agencés chronologiquement, l'auteur décrit l'image de De Gaulle dans la CDU/CSU et le SPD. L'éclairage fourni porte en premier lieu sur les réactions suscitées par l'arrivée au pouvoir de De Gaulle en 1958 et par sa politique européenne, sa politique de défense, ainsi que sa politique envers les pays de l'Est entre 1959 et 1963. Après quoi la perspective se rétrécit et porte, pour les années Erhard (entre 1963 et 1966), sur les questions européennes et, pour celles de la Grande Coalition (entre 1966 et 1969), sur la politique envers les pays de l'Est. Les avis sur De Gaulle des dirigeants des partis politiques allemands n'ont pas été fondés - c'est là la thèse de l'auteur - sur les seules déclarations et activités du Général : ils ont été en même temps déterminés par toutes sortes d'autres facteurs qui ont varié au

cours des années 60, tels, par exemple, l'idée que se faisait la RFA de son rôle international, ou bien les rapports de force entre les partis politiques allemands ou internes à ces mêmes partis, ou encore le contexte international et la gestion du conflit Est-Ouest par les Etats-Unis.

Le livre devient pertinent (et d'actualité) lorsqu'il aborde l'influence exercée par De Gaulle sur les protagonistes des partis politiques allemands, ainsi amenés à débattre de leur propre conception de la politique extérieure et européenne (p. 183 par ex.), ou lorsqu'il s'agit des changements intervenus dans la position des Etats-Unis et qui révèlent le dilemme supposé, mais intériorisé, entre l'intérêt prioritaire que représentait la sécurité de l'Allemagne dans le cadre transatlantique et l'opportunité d'établir des liens bilatéraux plus étroits avec Paris (p. 71 sq., 158, 220 sq.).

Une perception très largement déterminée par des stéréotypes

En outre, on se rend compte que les images que se font du pays voisin et de ses représentants les dirigeants ouest-allemands sont restées au niveau du cliché. Il apparaît de manière flagrante combien les schémas de perception stéréotypés, résultat des processus de socialisation du personnel politique allemand, ont incité aux analogies de circonstance (p. 37 sq.) et sont devenus autonomes (p. 190), au point de pouvoir entraîner des réactions qui ne se trouvent pas liées aux réalités existantes. Certes, de tels aspects ne sont que donnés à entendre ; ils n'ont pas été traités en tant qu'éléments structurants de cette étude.

Même la stricte séparation entre politique et perception connaît des exceptions. Ainsi, les archives privées utilisées sont censées receler plus d'une « précieuse découverte au sujet de la politique française intérieure et extérieure ». Or, de fait, ces documents nous permettent uniquement de prendre connaissance de la manière dont cette politique a été perçue par les acteurs politiques à Bonn. De plus, le discours des témoins de l'époque déteint sur l'analyse de l'auteur. Libre aux personnalités politiques de l'époque citées dans cette étude de qualifier la ^ve République de « régime autoritaire » ; que l'auteur reprenne ce qualificatif à son compte (p. 48) semble en revanche peu approprié.

D'un point de vue conceptuel et méthodologique, la valeur explicative de la présente étude connaît des limites. Elle offre néanmoins un point de vue intéressant sur les représentations en matière de politique (extérieure) des décideurs anciens et futurs de la CDU/CSU et du SPD. C'est en cela qu'elle apporte sa contribution à une meilleure appréhension de l'arrière-plan de la politique extérieure menée par la République fédérale d'Allemagne dans les années 60.

Dietmar HÜSER
Traduction : Catherine COSTE